

Diaz-Canel au peuple cubain : Unis, nous avons vaincu ! Unis, nous vaincrons !



Discours prononcé par Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, à la clôture de la 4e Période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire dans sa 9e Législature, au Palais des Conventions, le 21 décembre 2019 « Année 61 de la Révolution »

« Traduction de la version sténographique de la Présidence de la République »

Cher compañero général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central de notre Parti communiste,

Compañero Esteban Lazo, président de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État,

Compañeros de la Génération historique qui nous accompagnent, députées et députés,

Peuple de Cuba,

À la veille d'un nouvel anniversaire de la Révolution invaincue et victorieuse, avant toute chose,

permettez-moi de vous dire : Toutes mes félicitations !

Nous avons traversé une année chargée de défis, de tensions et d'agressions. Ensemble, nous y avons fait face et ensemble nous sommes en train de vaincre.

En vérité, la 61^e année de la Révolution a été difficile et pleine de défis, mais jamais autant que celles qui ont succédé au triomphe de janvier lorsque le harcèlement était accompagné d'attaques sournoises, dont une invasion, des sabotages, des incendies, du banditisme et l'isolement de Cuba sur tout le continent.

Ces défis ont été vaincus et surmontés l'un après l'autre, et ses protagonistes nous ont légué une histoire qui nous comble d'une profonde fierté et de la plus formidable école révolutionnaire : pour le peuple, aux côtés du peuple et avec le peuple, tout est possible !

Endurcis par la résistance de toutes ces années, et appuyés sur la force de l'œuvre humaine édifiée « contre vents et marées » durant six décennies, nous sommes parvenus à traverser cette année 2019 en renversant des obstacles qui paraissaient infranchissables, et à l'heure actuelle, nous avons tout le droit de nous féliciter de ce que nous avons obtenu, sans complaisance et, conscient de ce que chaque objectif et un nouveau point de départ.

À propos des obstacles, commençons par le pire et le plus profond de tous : le blocus économique, commercial et financier des États-Unis.

Lorsque l'on écrira l'histoire de ces journées, il faudra réserver un chapitre à l'année 2019 pour la façon brutale, démente, pourrait-on dire, dont l'agression à l'encontre de Cuba s'est aggravée durant cette année, pratiquement, au rythme de plus d'une mesure par semaine, c'est-à-dire « un tour de vis » tous les sept jours visant à asphyxier notre économie.

Des voyages de croisières, des vols, des envois d'argent, des services médicaux, des financements, des transports de carburant et des assurances ont été annulés, restreints ou interdits. Il n'existe aucun secteur qui n'ait souffert de la chasse, du siège, de la traque. Il ne reste pas non plus de projet ou d'action révolutionnaire qui ne soit pas l'objet de diffamation.

Pour justifier ses agissements, Washington a eu de nouveau recours à de grossiers mensonges, à l'accusation indécente que nous sommes un facteur d'instabilité et de menace pour la région, ce que nous avons démenti avec la plus grande fermeté.

Les mesures adoptées sont destinées à saboter le commerce extérieur de Cuba et à entraver les transactions financières avec des pays tiers, y compris des paiements, des encaissements et des possibilités de crédits. Ils tentent d'interrompre les approvisionnements de l'industrie nationale, de limiter l'accès à la technologie et aux sources de capital et de revenus économiques, par le biais d'actions spécifiques contre le transport de carburant, le tourisme et les services internationaux de santé.

À cette fin, les États-Unis ont déployé une forte campagne injurieuse contre la coopération médicale offerte par Cuba. Il est immoral et inacceptable de questionner la dignité, le professionnalisme et l'altruisme des plus de 400 000 coopérants de la santé qui, en 56 ans, ont accompli des missions dans 164 pays.

Comme le peuple le sait bien, en adoptant une conduite sans précédent, le gouvernement des États-Unis se vante aujourd'hui d'avoir menacé, poursuivi et pris des mesures illégales contre plus de 10 compagnies et des dizaines de navires de pays tiers qui transportaient du pétrole à Cuba. Ces agressions resteront enregistrées dans l'Histoire comme des actes de lâche piraterie.

L'objectif déclaré est de priver d'approvisionnement en combustible un pays de 11 millions d'habitants.

Son impact n'a pas été plus sévère grâce à l'unité et à la solidarité consciente du peuple, la force du système économique et social socialiste et à l'expérience de 60 années de confrontation à l'agression impérialiste.

Mais l'impact est bel et bien là, dans les résultats de l'économie, les dommages que ces mesures ont causés.

Pratiquement, tous les secteurs ont dû déplorer des interruptions ou des retards dans leurs productions. Nous sommes parvenus à éviter les inconfortables coupures d'électricité et supporter les restrictions grâce à des mesures adaptées à la situation particulière par territoire et par organisme. Tout le pays s'est de nouveau « serré la ceinture », mais aucune mesure d'ajustement qui aurait fait retomber le poids du blocus criminel sur le peuple n'a été prise. Nous sommes un territoire exempt de néolibéralisme !

Selon nos ennemis et ceux qui amplifient leur message sur n'importe quelle plateforme de communication, le blocus est destiné à nuire au gouvernement. Mensonge ! Le blocus touche le peuple tout entier car il touche tous les secteurs et tous les acteurs de l'économie.

Les restrictions supplémentaires de disponibilité de carburant, qui ont débuté en avril, ont affecté sensiblement le transport public, ont obligé à stopper provisoirement ou à diminuer le rythme de certains travaux d'investissement, portant préjudice à l'agriculture, la production et la distribution d'aliments et d'autres lignes de produits à l'impact économique et social élevé.

L'interruption de l'arrivée de bateaux de croisière, des vols interprovinciaux, la réduction des envois d'argent, la fermeture des bureaux consulaires, la limitation des octrois de permis de voyager [des États-Unis à Cuba], entre autres, frappent tout particulièrement le secteur non étatique de l'économie.

Le peuple le sait parce qu'il en souffre, mais il y a fait face avec une plus grande sagesse et une plus grande prévision, grâce à cette source d'énergie inépuisable, que chaque cubain porte en lui : la créativité et la capacité inégalée de trouver une solution à chaque problème. C'est notre histoire, celle qui nous enseigne que l'unité, la résistance, la lutte et l'émancipation sont les clés de nos victoires.

Tout d'abord, grâce à cela, et aussi à la coopération de gouvernements souverains et de chefs d'entreprise courageux, prêts à défier l'hégémonie étasunienne pour faire du commerce avec Cuba, nous avons fait face et nous avons résisté à la guerre économique.

Et nous sommes ici ! Debout, dignes et fermes. Calmes, mais attentifs. Conscients que celui qui va aussi loin dans sa vilénie n'aura aucun scrupule à avoir recours à des plans encore plus pervers, si cela lui permet d'effacer de la carte cet exemple d'audace et de résistance qui les irrite tellement, et qu'ils n'ont pas réussi à vaincre en 61 ans, ni par la pression ni par la séduction.

Voilà exactement deux ans, lors de la clôture de l'Assemblée nationale, le général d'armée Raul Castro rappelait que « la Révolution cubaine a résisté aux assauts de onze administrations des États-Unis de différents bords et nous sommes ici et nous resterons libres, souverains et indépendants ».

Avec la plus grande des fiertés, nous, les générations actuelles de dirigeants, du peuple et particulièrement la jeunesse cubaine, présents aujourd'hui dans la Révolution cubaine, affirmons : Nous sommes la continuité de Fidel, de Raul et de tous leurs compañeros et compañeras de combat !

Je sais que cette déclaration à elle seule enrage les adversaires, parce qu'elle est la confirmation qu'aucun de leur plan n'a abouti. Ils nous ont frappés et ils nous frappent. Le blocus ralentit le progrès et rend nos efforts moins efficaces. Cela fait mal, cela exaspère et cela irrite, comme l'abus, l'arrogance et la malveillance font mal, exaspèrent et irritent, mais il est important qu'ils sachent que nous ne nous rendrons pas !

Le blocus est une politique tellement discréditée, tellement immorale et tellement contraire à tout droit que ses défenseurs dépassent toute limite légale et humaine pour le maintenir, en oubliant un proverbe espagnol, plus ancien que le Quichotte « Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise ». Il est vrai que les proverbes expriment la sagesse issue des expériences des peuples, y compris de ses luttes.

Qui sait si un jour, né de la lutte légendaire du peuple contre cette engeance, un proverbe naîtra dans toutes les langues comme un monument universel à notre résistance ! Ce proverbe pourrait dire : « Empire qui isole, isolé termine » (Applaudissements)

Rongée par la corruption et le dysfonctionnement internes, l'administration des États-Unis a exacerbé son comportement agressif et unilatéral dans presque toutes les régions du monde face à des problèmes fondamentaux pour l'avenir de l'Humanité et a aggravé les conflits existants, avec un irrespect absolu du Droit international et les prérogatives souveraines de nombreux États.

Elle a réaffirmé officiellement l'actualité de la Doctrine Monroe sur le continent et elle agit en pleine cohérence avec cette ambition impérialiste. Ses structures politiques en charge de la région semblent dominer par des éléments de l'extrême droite cubano-américaine et des individus liés au parcours terroriste et délinquant des États-Unis dans cette région.

Mais tout le monde ne cède pas à ses pressions. L'Assemblée générale des Nations Unies qui chaque année se prononce contre cette politique criminelle, l'a condamnée de nouveau en 2019 de manière pratiquement unanime. Dans la région, seuls deux gouvernements ont pris leur distance par rapport à la condamnation internationale. Seul celui du Brésil a voté contre, en signe de soumission évidente à l'empire, et celui de la Colombie s'est abstenu lors du vote d'une résolution qu'il soutenait depuis 1992.

Pour justifier cette décision condamnable, les autorités colombiennes ont eu recours à la manipulation, ingrate et politiquement motivée, à propos de l'irréprochable contribution de Cuba, altruiste, dévouée, discrète en faveur de la paix dans ce pays, une question sur laquelle la conduite de Cuba est universellement reconnue.

L'agressivité de l'impérialisme est complétée par un intense et grossier programme de subversion politique et d'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba, auquel ils ont consacré, au cours des trois dernières années, environ 120 millions de dollars au frais des contribuables de ce pays.

Faisant preuve d'un activisme croissant et comme nous en avons donné des larges informations, on assiste à une implication directe de son ambassade à Cuba, en franche violation des lois cubaines et du Droit international, spécifiquement de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques.

Fidèle à la trajectoire historique de la Révolution, le gouvernement cubain est resté ferme et serein face à cette hostilité ouverte et croissante.

Nous avons refusé de mordre à l'hameçon des provocations et nous restons engagés, de façon responsable, envers la préservation des liens bilatéraux formels et les rares espaces de coopération officielle qui restent en vigueur entre les deux pays, en tentant de protéger les conditions qui permettent de maintenir les liens familiaux de millions de citoyens et la communication entre les deux pays.

Cependant, il convient d'insister avec une clarté absolue que Cuba adoptera toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires pour freiner les objectifs interventionnistes des États-Unis, protéger la tranquillité et le bien-être de la population, sauvegarder l'unité nationale et défendre, quel qu'en soit le prix, la souveraineté et l'indépendance du pays (Applaudissements).

Nous ne nous laisserons pas provoquer, et nous ne renoncerons pas à notre indépendance sacrée. Face aux menaces de l'ennemi, nous agissons tel que Raul nous a appelés à le faire : chacun depuis son

quartier, depuis sa communauté, doit être prêt à partir au combat et faire sienne cette phrase que nous avons dite lors du décès du commandant en chef de la Révolution cubaine : Je suis Fidel !
(Applaudissements).

Lorsque l'on regarde autour de soi, toutes les raisons de résister et de créer sans relâche se confirment. La crise du multilatéralisme, tellement remise en cause lors du plus récent Sommet des Pays non-alignés, du fait des profonds déséquilibres qu'elle entraîne et de sa menace permanente à la paix, nous montre un monde où les inégalités s'approfondissent et où les majorités sont marginalisées et exclues.

Le néolibéralisme, stimulé par les pouvoirs médiatiques et les fondamentalistes de tout acabit, plonge dans la pauvreté des nations qui hier ont été prospères. Nous venons d'en avoir la preuve en Argentine, déjà sauvée une fois de la catastrophe néolibérale et transformée de nouveau en « terre brûlée » en seulement quatre années de mesures d'ajustement disproportionnées, comme le font connaître ses intellectuels et artistes, indignés par les dettes sociales élevées laissées par le gouvernement sortant, grand promoteur des recettes néolibérales.

Avec des schémas semblables, le modèle chilien, tellement applaudi par les organismes financiers internationaux, montre aujourd'hui son incapacité à résoudre les problèmes sociaux générés par l'économie dessinée par les Chicago Boys. Ses jeunes, tabassés et abusés par centaines, livrent, dans des manifestations acharnées, une bataille épique contre le système qui les exclue.

Ils exigent des droits auxquels leur gouvernement n'a pas prêté une attention sérieuse et ils semblent invisibles pour l'OEA, qui montre tant de préoccupation pour la stabilité et la démocratie au Venezuela, au Nicaragua et même à Cuba, qui n'est redevable en rien envers le « ministère des colonies », auquel bienheureusement nous avons cessé d'appartenir voilà plus de 50 ans.

Nous ratifions que nous maintiendrons notre solidarité et notre coopération envers la République bolivarienne du Venezuela, son gouvernement légitime sous la présidence de Nicolas Maduro Moros et envers le gouvernement et le peuple sandinistes, dirigés par le président Daniel Ortega.

Il convient de le rappeler à ceux qui montent les shows anticubains avec, au centre de la scène, le grotesque Secrétaire général de l'OEA.

Un autre épisode indigne et inacceptable que nous laisse 2019 : le coup d'État contre le président Evo Morales Ayma, en Bolivie, promu par l'oligarchie locale sous l'orientation des Yankees, et également avec la scandaleuse complicité de l'OEA.

Profondément racistes, les auteurs du coup d'État répètent la formule essayée contre le Venezuela par le biais de pouvoirs autoproclamés. Désormais, peu importe s'il a été prouvé que le rapport de l'OEA était mensonger ou qu'il n'y a jamais eu de violations ni de fraudes de la part du MAS. À l'heure actuelle, ses dirigeants sont réfugiés dans d'autres pays, poursuivis par les véritables délinquants : ceux qui ont pris le pouvoir avec la Bible dans une main et le fusil dans l'autre.

Cuba a condamné le coup d'État dès le début. Nous réaffirmons ici aujourd'hui notre solidarité avec le compañero Evo Morales Ayma et le peuple bolivien (Applaudissements).

Nous répondons aux tentatives étrangères de déstabilisation des États caribéens de la Dominique et du Suriname que la solidarité de Cuba envers les deux gouvernements et les deux peuples est solide et ferme.

Dans ce contexte difficile, des processus chargés d'espoir ont vu le jour au Mexique et en Argentine. Aucun des deux ne s'est proposé de construire le socialisme ni d'étatiser l'économie et, même ainsi, la guerre contre leurs politiques sociales a commencé, en agitant le fantasme de l'influence marxiste.

Nous confirmons nos sympathies et notre solidarité envers le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador, et nous nous félicitons de l'élection d'Alberto Fernandez et de Cristina Fernandez en tant que président et vice-présidente de l'Argentine (Applaudissements).

Nous insistons sur le fait que l'innocence de Lula doit être rétablie, ainsi que la restitution de ses droits politiques et de sa pleine liberté qui en résulte.

Au Mexique et en Argentine, nous avons assisté au cours de l'année qui vient de s'écouler à la résurgence du rêve d'intégration et de l'idée de préserver la CELAC, diverse et plurielle, qui est parvenue à établir dans notre pays, en 2014, davantage qu'une Proclamation, une volonté partagée d'être à jamais une Zone de paix.

Les liens avec l'Afrique, l'Asie, l'Océanie et le Moyen-Orient se consolident. Nos relations politiques et les échanges de haut niveau avec la Fédération de Russie, la République populaire de Chine et la République socialiste du Vietnam se sont renforcés.

Ce fut une année positive concernant les liens avec l'Union européenne et ses États membres dans les différentes sphères, y compris l'économie commerciale, d'investissements et la coopération.

La participation de Cuba au 18e Sommet du Mouvement des pays non-alignés, tenu à Bakou, en Azerbaïdjan, s'est révélée active et fructueuse. Nous renouvelons l'importance du fait que le Mouvement joue un rôle international de plus en plus vigoureux afin de faire face dans l'unité aux grands défis imposés aux pays du Sud.

Compañeras et compañeros,

Nous avons décrit à grands traits la situation politique internationale, aggravée par la crise du multilatéralisme, que nous avons déjà évoquée, ainsi que la forte ingérence étasunienne dans notre région.

Dans ce contexte, truffé de risques et de menaces, le comportement discret de l'économie cubaine n'est pas une exception. La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies) a confirmé que le ralentissement généralisé persiste en Amérique latine et les Caraïbes, avec une prévision de croissance de 0,1%. Elle annonce pour 2020 un taux de croissance faible, de l'ordre de 1,3%, dans un contexte international caractérisé par l'aggravation des tensions commerciales, entre autres facteurs. Les résultats économiques de Cuba en 2019 s'inscrivent dans ces indices, avec son 0,5% de croissance et les pronostics pour 2020, situés à un réaliste 1%.

Nous ne sommes pas une exception. Ce qui est véritablement exceptionnel, c'est que nous n'ayons pas baissé sous le poids des pressions extraordinaires et de la traque financière exacerbée jusqu'à des limites insolites, au cours de cette année.

Le caractère exceptionnel, c'est aussi que nous n'ayons pas eu recours aux recettes néolibérales très pratiques, qui reviennent à la mode, bien qu'il soit plus que démontré qu'elles ne servent qu'à augmenter la brèche entre les peu, très peu nombreux, de plus en plus riches, et les majorités qui s'appauvrissent de façon accélérée.

Permettez-moi de rappeler qu'à l'apogée du néolibéralisme dans la décennie des années 90 du siècle dernier, Fidel « est allé dans l'avenir et est revenu pour le raconter », comme on a coutume de le dire à propos de ses capacités prémonitoire. Dans le cadre d'un Sommet ibéro-américain en 1993, notre leader historique avait alerté :

« Le néolibéralisme n'a pas d'avenir et le moment viendra où l'on commencera à remettre tout cela en

question, mais il faut que le temps passe et, pendant ce temps, nous devons lutter pour les choses les plus justes, pour les idées les plus correctes, en formant les consciences. Il est très important que les peuples prennent conscience, et les peuples vont prendre conscience dans la mesure où ils verront que ces recettes ne résolvent pas les problèmes. »

À l'époque où Fidel exprimait cette critique précoce, les théoriciens du système s'obstinaient à nous convaincre que le capitalisme était la fin de l'Histoire. Aujourd'hui, nous pourrions dire que nous assistons à la fin de l'histoire du capitalisme. Tout ce que nous voyons est la répétition de formules qui ont déjà prouvé leur inefficacité et, ce qui est pire, en dépit de leur coût social élevé.

Non merci, nous ne voulons pas cela pour notre peuple. Nous voulons de la prospérité et nous allons lutter pour elle corps et âme, mais jamais au prix de laisser les majorités en dehors de ses bénéfices.

Nous ne sommes pas intéressés par une société telle que nous en avons tellement vue ici et là, où les lumières qui font la promotion du progrès éclipsent les étoiles dans le ciel, alors que des centaines de personnes dorment dans les parcs et que des dizaines d'enfants se ruent sur des voitures climatisées pour laver les vitres de leurs passagers aisés, des hommes et des femmes qui croient alléger leur conscience en leur lançant quelques monnaies pour manger.

Nous voulons que la décence, la beauté, le bon goût et la culture du détail s'installent dans nos villes et que les meilleures pratiques de production fassent fleurir nos campagnes. Nous voulons que le travail honnêtes et l'efficacité gagnent la guerre aux inégalités, au bureaucratisme, à l'accommodement, à l'inertie et à l'apathie.

Nous les Cubains, sommes des vainqueurs de l'impossible. Et le moment est propice pour que nous nous proposons une autre année d'exceptionnalité positive.

En passant en revue ce qu'il y a eu de plus remarquable dans cette année qui s'achève, le dépassement des difficultés n'en finit pas de nous surprendre.

Au début de 2019 une tornade dévastatrice a sévèrement endommagé des logements et des centres de production de cinq municipalités de notre capitale. Au matin de ce 28 janvier, au milieu de l'obscurité, parmi les décombres, ils étaient peu nombreux ceux qui croyaient qu'il serait possible de panser les profondes blessures et d'assurer les programmes de construction et d'embellissement pour les 500 ans de La Havane.

Une véritable tornade de travail, d'efforts, de solidarité et d'intelligence collective a effacé en quelques mois les coups de la nature, en imposant un record dans les travaux d'investissement prévus.

Cela a contribué au dépassement des objectifs fixés et c'est ce qui nous encourage le plus au terme de la première année de la Politique du logement adoptée. 43 700 logements, 10 000 de plus que ce qui avait été planifié ont été achevés, que ce soit grâce aux efforts personnels, aux subventions ou construits par l'État. Une véritable inspiration pour les prochaines années, où nous aspirons à en terminer plus de 60 000 par an. C'est seulement ainsi et avec des nouveaux concepts de fonctionnalité, de qualité et d'harmonie avec l'environnement, que nous parviendrons un jour à résoudre les problèmes de logement accumulés.

2019 a été également l'année où nous avons commencé à voir le résultat des plus forts investissements dans le transport terrestre et ferroviaire. 80 nouvelles voitures ont été mises en fonctionnement dans les trains nationaux, ce qui a été accompagné par une rénovation de la qualité de ces services, ainsi que la rénovation des principales gares ferroviaires.

Plus de 300 bus assemblés à Cuba, ainsi que 69 semi-bus et 125 tricycles ont été intégrés aux services publics, en même temps que nous avons progressé dans la réparation de bus immobilisés depuis

longtemps, ce qui a apporté un certain soulagement à l'un des problèmes les plus aigus du pays et qui continuera d'exiger des ressources et de l'efficacité.

Les travailleurs du secteur budgétisé se souviendront certainement qu'en 2019 leur salaire a été multiplié parfois par trois, ce qui a favorisé, entre autres choses, la réincorporation de 12 942 enseignants dans les classes, ce qui porte à 96,9 % la couverture enseignante, sans avoir dû utiliser d'autres alternatives.

Demain, ce sera la Journée de l'éducateur. J'adresse à nos chers enseignants cubains toutes nos félicitations et notre reconnaissance pour leur contribution en cette journée (Applaudissements).

Sans pour autant que nous en soyons encore à la réforme salariale, l'augmentation a élevé la valeur réelle des revenus des travailleurs du secteur étatique et en une moindre mesure de la sécurité sociale, une demande ajournée durant des années dans l'attente d'une amélioration de l'économie, qui reste en suspens.

Ce fut l'année où les services de téléphonie et d'accès à Internet ont été étendus et renforcés, au point de passer de l'un des derniers pays dans le monde à être l'une des sociétés où, de manière la plus dynamique, la connexion au réseau des réseaux s'est accrue.

7,3 millions de lignes téléphoniques, dont 6 millions pour des téléphones portables et plus de 3 millions d'utilisateurs utilisant la technologie 3G et 4G, ce qui signifie des progrès significatifs dans l'objectif d'atteindre la plus grande informatisation de la société.

Un point à part pour le tourisme qui, tout en étant le secteur le plus frappé par le renforcement du blocus, avec les services médicaux, est parvenu à dépasser les 4 millions de touristes, mettre en exploitation 3 855 nouvelles chambres et avancer dans l'enchaînement de la production nationale, les investissements étrangers et le secteur non étatique, des aspects sur lesquels nous devons continuer à travailler pour leur incidence dans l'économie nationale et l'amélioration continue de la qualité.

Dans la Zone spéciale de développement de Mariel des usines industrielles sont déjà en fonctionnement ; elles fabriquent des produits cubains nécessaires à notre marché interne et avec des possibilités d'exportation. Mais le plus important de l'année pour cette législature et pour tous les citoyens a été l'adoption de la nouvelle Constitution, qui renforce la société cubaine et ouvre de nouvelles voies à l'institutionnalisation du pays.

En deux périodes de sessions, sa mise en œuvre a permis à six lois de voir le jour dans le cadre d'un exercice législatif sans précédent, qui nous dote aujourd'hui des instruments juridiques indispensables au meilleur fonctionnement de l'Assemblée nationale, des assemblées municipales et des Conseils populaires, ainsi que de nouvelles figures et de nouvelles formes d'exercer le gouvernement, qui doivent nous conduire au perfectionnement urgent des organes du pouvoir du peuple.

Au cours de cette session parlementaire, nous avons élu pour la première fois depuis des années le Premier ministre, ainsi que le nouveau Conseil des ministres. Nous pouvons vous assurer que le compañero Manuel Marrero Cruz, les vice-premiers ministres et les ministres nommés se consacreront totalement, en donnant continuité à la noble tâche d'exercer le gouvernement avec le peuple et pour le peuple.

Nous progressons dans cette dynamique de travail en fonction des plus nécessités et des demandes les plus urgentes de la population, lorsque l'agression impériale nous a privés de plus de 50% des besoins en carburant à partir du mois de septembre.

Ce fut le temps de la « conjoncture », cette période qui a mis sous tension toutes nos forces pour éviter des dommages et des reculs. Et des blagues et des « memes » sont apparus sur les réseaux sociaux, lesquels vont entrer sur la liste de l'une des plus puissantes forces du Cubain : la capacité de rire, y

compris de nos problèmes les plus graves. Et nous, qui avons utilisé ce mot au début pour chasser les peurs provoquées par la rumeur malveillante que nous allions revenir aux moments les plus durs de la Période spéciale, nous avons soulagé les angoisses à cause des stations d'autobus bondées, des stations-service fermées ou avec de longues files d'attente, des productions suspendues et tous les problèmes associés, en riant lorsqu'il n'y avait pas d'autre issue.

Ce fut une bataille de plus que nous avons gagnée, mais pas complètement (Applaudissements). Oui, la « conjoncture » nous a obligés à aller chercher dans les expériences des pires moments, des pratiques d'économie que nous avons remises dans des tiroirs. La crise la plus dure est-elle à peine passée que certains chauffeurs de voitures des entreprises étatiques ont recommencé à monter leurs vitres et à oublier la solidarité. Certaines mesures ne sauraient être conjoncturelles. Nous devons les imposer jusqu'à ce que la routine les transforme en habitude. De même que toutes les formes d'économie et toutes les pratiques solidaires.

C'est une décision. Ce n'est pas une demande. Il s'agit d'une disposition que je donne au nom du gouvernement et des besoins de la majorité (Applaudissements). Et nous exigeons qu'elle soit respectée parce qu'il s'agit d'un mandat du peuple.

Ce que les temps difficiles ont de bon, c'est qu'ils nous éduquent à de meilleures pratiques. L'éducation et la culture acquises en 60 années de Révolution, – cette richesse morale que nul trésor matériel ne pourrait ni remplacer ni dépasser –, doivent nous servir à quelque chose.

Je n'ai mentionné que quelques-uns des faits les plus notables du gouvernement cette année, pour leur impact sur toute la population et parce que dans leur intervention, notre ministre de l'Économie et notre ministre des Finances ont apporté les détails indispensables.

D'autres données et d'autres résultats seront publiés sur le site de la Présidence et nous espérons qu'ils nourriront nos réseaux sociaux. En vérité, nous avons vraiment de quoi être fiers, de même qu'il reste beaucoup de problèmes à résoudre. L'ordonnancement monétaire est le plus urgent.

N'oublions pas ce qu'a déclaré le général d'armée sur cette question :

« Personne ne peut calculer, pas même le plus sage de nos sages, le coût élevé représenté par la persistance de la dualité monétaire et des taux de change pour le secteur d'État. Une dualité qui favorise l'injustice de la pyramide inversée, où celui qui exerce une plus grande responsabilité reçoit un salaire inférieur et où bon nombre de citoyens compétents ne se sentent pas motivés par un travail légal, en même temps que l'on décourage la promotion à des postes supérieurs des meilleurs travailleurs et cadres et des plus qualifiés, dont certains émigrent vers le secteur non étatique.

« Je dois reconnaître que ce thème nous a pris trop de temps et que sa résolution ne peut plus être retardée.

Afin de respecter les délais prévus, nous avons le devoir de transformer en efforts les applaudissements qui accompagnèrent alors ses paroles.

Nous pouvons vous assurer que l'ordonnancement monétaire se trouve en phase avancée d'étude et d'approbation. Actuellement les efforts se concentrent sur la validation intégrale des résultats de chaque thème, l'élaboration des normes juridiques, l'organisation et l'exécution des processus de formation, l'assurance politique et de communication sociale.

L'intégralité du processus et sa complexité se confirment, étant donné qu'il englobe des aspects étroitement interdépendants qui auront un impact sur toute la société, et qui seront appliqués dans l'ordre prévu, en réduisant les effets sur la population.

Ce processus n'est pas un échange de monnaie. C'est pourquoi je confirme que ce qui a été annoncé

antérieurement concernant la garanties des dépôts bancaires en devises étrangères, en pesos convertibles [CUC], en pesos cubains [CUP], ainsi que l'argent en espèces détenus par la population.

Toutes les mesures qui en découlent seront communiquées en temps utile à notre peuple.

Compañeros et compañeras,

Nous nous sommes fixés trois priorités pour faire face aux attaques de l'adversaire sans renoncer à nos programmes de développement. La première est idéologique et concerne directement notre défense, à partir des convictions les plus profondes. Le peuple cubain, formé et entraîné par Fidel dans des batailles légendaires, est prêt à comprendre et à assumer tous les problèmes posés par l'agression de l'ennemi. Il suffit qu'ils soient informés et reçoivent des explications en temps utile.

Il l'a démontré lorsque nous avons donné des explications sur la situation créée par le manque de disponibilité du carburant et que nous avons appelé à transformer une attaque de l'ennemi en une occasion de libérer la créativité et de sauver des savoirs d'autres époques.

Nous renforcer idéologiquement signifie transformer la résistance en apprentissage et cet apprentissage en solutions émancipatrices, tout en nous libérant d'anciennes dépendances et de liens à des schémas de travail obsolètes.

Lorsque nous appelons à penser en tant que pays et à penser différemment, nous appelons à créer. Cuba est un peuple de créateurs. Qu'a été notre longue résistance sinon un acte perpétuel de création ?

La bataille économique est une autre priorité. Et vous voyez que je ne dis pas la deuxième bataille, je dis « une autre priorité », parce qu'elles ont toutes de l'importance.

L'ennemi a fait de l'économie cubaine le premier objectif à abattre. Non seulement parce que c'est la voie de la destruction de la Révolution, mais parce que c'est une façon de montrer que le socialisme est un système non viable. Or, chaque minute de résistance à l'agression dit exactement le contraire : seul le socialisme rend possible le miracle d'une petite nation victorieuse face à un puissant empire qui n'a pas réussi à la faire céder.

Mais ce n'est pas seulement résister qui nous intéresse. Nous avons conquis ce mérite il y a longtemps. Le défi consiste, au milieu de cette même guerre, à conquérir la plus grande prospérité possible. Pour cela, il nous faut des productions plus importantes, plus diversifiées et de meilleure qualité, avec la valeur ajoutée de la science et des enchaînements productifs qui doivent nous permettre de réduire les importations et augmenter les exportations, dans le cadre d'un schéma de durabilité à la hauteur du savoir scientifique et des compétences avérées du Cubain. C'est avec une telle conviction que nous défendrons le Plan de l'économie et du budget pour 2020 adopté au cours de cette session.

À ces priorités s'ajoute l'exercice législatif dont le calendrier a également été adopté par cette Assemblée.

Au cours des mois et des années à venir, nous devons adopter de nouvelles lois et nous préparer à légiférer sur des questions très importantes du fait de leur haute sensibilité, dont certaines ont été une source de préoccupation pour diverses personnes, liées à la violence de genre, au racisme, à la maltraitance des animaux et à la diversité sexuelle.

Ces quatre questions sont l'objet d'attention et de surveillance afin de renforcer et de consolider la légalité, mais sans laisser de place aux confrontations et aux fractures que cherchent à promouvoir certaines forces exogènes, déterminées à intervenir dans des affaires qui sont sacrées pour la sensibilité nationale.

Le gouvernement cubain, né de la Révolution qui a libéré les femmes de l'esclavage domestique, qui a rendu tous les citoyens égaux, qui sanctionne et condamne la violence sous toutes ses formes, connaît

et partage le mécontentement des secteurs de la population touchés par les vestiges des abus qui subsistent en son sein, malgré les politiques officielles visant à la conquête de « toute la justice », comme le demandait Marti.

Ce que nous ne devons pas perdre de vue, c'est que nous n'obtiendrons cette justice totale seulement de la même manière que nous sommes arrivés jusqu'ici, au milieu des pires présages et des coups de vent ; avec unité et dans l'unité.

Ce n'est pas en fragmentant la société, en accusant l'autre, en cherchant ce qui nous divise, que nous parviendrons à résoudre nos dettes envers ce qu'il y a de plus juste pour tous : Unis nous avons gagné ! Unis nous gagnerons !

(Applaudissements.)

Récemment, nous avons adopté un programme gouvernemental pour lutter contre la discrimination raciale. C'est cet esprit qui nous anime alors que nous nous préparons à faire face à une nouvelle année avec la conviction que celle-ci nous laisse : ensemble, tout est possible ! Une société où la femme est passée en 60 ans du coin le plus obscur de la maison au podium de la majorité professionnelle du pays ; une nation métisse, où nous sommes tous tellement clairs que nous semblons blancs et tellement sombres que nous semblons noirs, comme l'affirmait Don Fernando Ortiz ; un peuple tellement sensible qu'il croit en la vie et l'exalte chaque jour, a toutes les conditions pour y faire face et résoudre définitivement tout vestige de mauvais traitement, d'exclusion, de discrimination ou de soumission qui a survécu à l'œuvre de justice de la Révolution. Et nous le ferons ! (Applaudissements.)

C'est ainsi que nous voyons le progrès de notre société dans des domaines tout aussi profonds, bien que moins tangibles. Je fais référence à la spiritualité dans toutes ses dimensions, à la nécessité de grandir en renforçant les valeurs qui devraient distinguer une société comme la nôtre. Et à l'éradication des attitudes qui sont contraires à la morale de cette société dans laquelle nous nous reconnaissons.

Le général d'armée a commenté plus d'une fois comment, dans l'école où il a été formé lorsqu'il était enfant, il a été éduqué dans un exercice d'introspection autocritique qu'il pratique encore aujourd'hui : évaluer à la fin de chaque journée ce qu'il avait fait d'utile et de bon et ce qu'il n'avait pas fait.

Dans L'Âge d'Or, Marti a écrit que pas un jour ne devrait passer sans que nous n'ayons fait une bonne action, un principe éducatif fondamental de La Colmenita [troupe de théâtre infantin] que nous admirons tant.

Cette recommandation ne concerne pas seulement les enfants. Elle s'adresse à tous les âges et à l'ensemble des citoyens. La belle société que nous méritons d'avoir viendra plus tôt dans la mesure où nous exigerons un comportement civique comme une obligation.

Pour donner quelques exemples : À quoi servent les travaux qui ont embelli la capitale pour les 500 ans de La Havane, si l'hygiène de la ville disparaît à nouveau sous des monceaux d'ordures et que ni ceux qui sont chargés de résoudre ce problème ni ceux qui vivent avec ces pratiques devant leur porte ne sont pas dûment sanctionnés ?

Et un autre exemple : à quoi servent les contrôles, les audits, les sanctions sévères, si dès que nous appliquons la loi, nous commençons à considérer le délinquant comme une victime ?

Le paternalisme est un autre de ces vices qui minent la vitesse et la profondeur de nos progrès. Lors des débats en commission, il a été question plus d'une fois des pratiques abusives de ceux qui compliquent et négocient les formalités les plus simples. Mais, qu'est-ce que cela coûte de généraliser la sanction morale, la dénonciation, le refus d'accepter d'être corrompu ou de corrompre ?

Je me suis attardé sur certaines réflexions à propos de ces questions parce que nous qui sommes ici, sommes presque tous les responsables, non seulement d'élaborer et d'adopter les lois, mais aussi de les faire appliquer. Et il nous appartient de les transformer en lettres vives (Applaudissements).

Il y a beaucoup à dire et à faire, mais de plus nous devons prendre le temps de fêter l'année qui s'achève, pleine de tensions et de défis, mais aussi pleine de victoires.

Vivons les prochains jours et les prochaines heures comme si la Révolution venait à nouveau de triompher. La Révolution triomphe chaque fois que nous arrachons à l'empire une victoire pour notre cause. Et en 2019, nous l'avons fait à plusieurs reprises.

Que nos places urbaines et rurales se remplissent de musique et de joie.

Nous avons toutes les raisons de faire la fête. En cette 61^e année de la Révolution, ils ont tiré pour nous tuer et nous sommes vivants. (Applaudissements prolongés). Vivants, en célébrant et déterminés à continuer de gagner.

La Patrie ou la mort !

Le socialisme ou la mort !

Venceremos !

(Ovation.)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/210437-diaz-canel-au-peuple-cubain-unis-nous-avons-vaincu-unis-nous-vaincrons>



Radio Habana Cuba